

Jean-Louis Baudouin (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions*, Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitres, ISBN 2-920831-74-7

Jean-Louis Baudouin, Yvon Renaud, *Code civil du Québec et Code de procédure civile*, 1998-99, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination multiple, ISBN 2-89127-435-0

Guy Lord, Jacques Sasseville, Diane Bruneau, *Les principes de l'imposition au Canada*, 12<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 660 pages, ISBN 2-89127-454-7

André Morel, *Code des droits et libertés*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1998, 432 pages, ISBN 2-89400-094-4

Hélène Ouimet, Pierre Laporte, *Travail plus, le travail et vos droits*, 3<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 426 pages, ISBN 2-89127-443-1

Carl Bolduc, Johanne Vaillancourt, Charles Nezan, Carl Bolduc and Judith Plourde

---

Volume 29, Number 4, September 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1035652ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1035652ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (print)

2292-2512 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Bolduc, C., Vaillancourt, J., Nezan, C., Bolduc, C. & Plourde, J. (1998). Review of [Jean-Louis Baudouin (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions*, Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitres, ISBN 2-920831-74-7 / Jean-Louis Baudouin, Yvon Renaud, *Code civil du Québec et Code de procédure civile*, 1998-99, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination multiple, ISBN 2-89127-435-0 / Guy Lord, Jacques Sasseville, Diane Bruneau, *Les principes de l'imposition au Canada*, 12<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 660 pages, ISBN 2-89127-454-7 / André Morel, *Code des droits et libertés*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1998, 432 pages, ISBN 2-89400-094-4 / Hélène Ouimet, Pierre Laporte, *Travail plus, le travail et vos droits*, 3<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 426 pages, ISBN 2-89127-443-1]. *Revue générale de droit*, 29(4), 501–504.  
<https://doi.org/10.7202/1035652ar>

---

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

## NOTULES

**Jean-Louis BAUDOIN (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions*, Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitres, ISBN 2-920831-74-7.**

Ce livre, utilisé par les étudiants suivant le cours de droit des compagnies du Québec, contient les lois et règlements provinciaux et fédéraux s'y rapportant. Ils ont été mis à jour le 30 juin 1998 et on les retrouve en versions officielles anglaise et française dans le recueil.

Il contient une table des matières générale et bilingue, une liste des abréviations, quelques riches articles de la *Loi d'application de la réforme du Code civil du Québec* s'appliquant aux compagnies et les lois et règlements s'appliquant à celle-ci. Les lois principales contiennent une table des matières et un index. Il y a quatre grands titres. Le premier titre concerne les lois et règlements du Québec où l'on retrouve notamment la *Loi sur les compagnies du Québec*. Le titre suivant contient quelques informations supplémentaires se rapportant à ces lois. Le prochain titre, intitulé « Les lois et règlements fédéraux », contient la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La *Loi sur les coopératives* est le sujet du dernier titre.

Le grand avantage de ce recueil est qu'il rassemble en un seul volume tous les outils législatifs nécessaires pour suivre un cours en droit des compagnies. L'étudiant n'a donc pas à chercher dans une multitude de bouquins les informations dont il a besoin.

**Carl BOLDUC**

**Jean-Louis BAUDOIN, Yvon RENAUD, *Code civil du Québec et Code de procédure civile*, 1998-99, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination multiple, ISBN 2-89127-435-0.**

Le *Code civil du Québec et Code de procédure civile* 1998-99 de Jean-

Louis Baudouin et feu Yvon Renaud s'inscrit délibérément dans la même lignée que son devancier de 1997-98, très apprécié, qui avait opéré la réunion du Code civil et du *Code de procédure civile* québécois en un seul volume.

Il s'agit véritablement, cette année, d'une juxtaposition des deux Codes et de leurs annexes, puisqu'on a décidé de marquer davantage la séparation entre eux deux. En effet, alors que l'édition précédente affichait une seule table des matières pour tout le recueil, on ajoute, dans l'édition 1998-99, une table du contenu pour chacun des Codes. On fournit également, pour la partie *Code de procédure civile*, une liste des abréviations qui lui est propre, alors que l'index spécifique à chaque Code est conservé. On a en conséquence remanié la pagination, de sorte que les deux grandes parties du recueil comportent maintenant une numérotation distincte.

On voit s'ajouter plusieurs lois au recueil. C'est le cas, par exemple, de la *Loi de 1982 sur le Canada*, (Partie I, *Charte canadienne des droits et libertés*) ou de la *Loi sur l'intérêt fédérale* qui se sont jointes aux autres lois susceptibles d'interférer avec les dispositions du *Code civil du Québec*, déjà répertoriées. Une multitude d'autres lois et règlements s'ajoutent aux règles de pratique annexées au *Code de procédure civile*. Mentionnons, à titre d'exemple, la *Loi sur la Cour suprême*, le *Règlement sur la médiation familiale* ou encore la *Loi sur l'arbitrage commercial*.

L'ouvrage à notre disposition est donc, cette année, plus complet, sans nécessairement être beaucoup plus volumineux. Il offre au juriste, outre la possibilité de consulter le *Code civil du Québec* et le *Code de procédure civile*, l'agrément d'avoir à portée de main tout un éventail de lois et règlements susceptibles de se rattacher à son champ de pratique.

**Johanne VAILLANCOURT**

**Guy LORD, Jacques SASSEVILLE, Diane BRUNEAU, *Les principes de l'imposition au Canada*, 12<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 660 pages, ISBN 2-89127-454-7.**

Trois experts en fiscalité ont de nouveau collaboré pour mettre à jour la 12<sup>e</sup> édition d'un ouvrage qui doit être considéré maintenant comme une source doctrinale de base en matière d'imposition au Canada. Le résultat de cet effort collectif est un volume qui reflète les modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu*<sup>1</sup> jusqu'au 31 octobre 1998, incluant celles apportées par les *Propositions législatives et notes explicatives concernant l'impôt sur le revenu*. Quant à la jurisprudence pertinente retenue, le terme des recherches se situe au 1<sup>er</sup> octobre 1998. A participé aussi à ce projet le professeur Renaud Lachance, directeur à l'École des H.E.C. du diplôme de maîtrise en droit, option fiscalité.

Malgré une mise en garde par les auteurs que « plusieurs exceptions ou détails contenus dans la loi, la doctrine ou la jurisprudence ne sont pas traités afin justement d'en alléger le texte », le lecteur habitué aux éditions antérieures<sup>2</sup> remarquera peu de changements dans ce nouveau livre. Le chapitre introductif explore les divers moyens utilisés par l'État pour amasser des fonds publics ainsi que les principes constitutionnels reliés à la fiscalité, les différents impôts levés par les gouvernements et l'élaboration, l'adoption et l'interprétation des lois fiscales.

Le deuxième chapitre porte sur la structure de la Loi et l'assujettissement. Les auteurs y décrivent les principales sections de la Loi, sa nomenclature ainsi que les quatre étapes reliées au calcul du revenu : l'assujettissement, qui correspond à la notion de résidence et qui fait l'objet d'une analyse détaillée plus loin dans le chapitre, le calcul du revenu net, celui du revenu imposable et finalement la détermination de l'impôt fédéral qui est dû.

Le troisième chapitre examine le système administratif visant à prélever l'impôt sur le revenu des contribuables. Il s'agit entre autres de la déclaration, la cotisation, les retenues à la source et les divers mécanismes de contrôle inclus dans la Loi, dont les pouvoirs d'enquête et de saisie. Les quatrième et cinquième chapitres, qui constituent la première étape à la détermination de l'impôt, étudient les notions de revenu, de revenu d'une charge ou d'un emploi et le revenu d'une entreprise ou d'un bien.

La déduction pour amortissement et pour immobilisations admissibles est le sujet du sixième chapitre. Très technique, celui-ci comporte plusieurs exemples de calculs afin de faciliter la compréhension du texte. Il en est ainsi du chapitre suivant, portant sur le gain en capital.

Les auteurs passent en revue, dans le huitième chapitre, les autres sources de revenu, notamment les sommes reçues à la retraite, les paiements d'assistance sociale, les subventions de recherche et les pensions alimentaires, ainsi que les autres déductions permises par la Loi, dont les frais de déménagement et de garde d'enfants.

Le neuvième chapitre traite des déductions lors du calcul du revenu imposable. Les auteurs procèdent d'abord par différencier la notion de crédit d'impôt, qui intervient à la toute dernière étape, et celle de la déduction, qui doit être enlevée du revenu net avant imposition. Ils énumèrent ensuite une liste de ces déductions, ainsi que leur application.

Le calcul de l'impôt à payer du contribuable est présenté au dixième chapitre et constitue en fait la dernière étape du processus tel qu'établi par la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Dans les cinq chapitres suivants, les auteurs présentent des cas particuliers relativement à l'impôt. Il s'agit des sociétés de personnes, les fiducies, l'impôt des sociétés, les actionnaires de ces dernières et les réorganisations d'entreprises.

1. L.R.C. 1985 (5<sup>e</sup> supp.), c. 1 et mod.

2. Pour les recensions déjà parues, voir (1988) 19 R.G.D. 991-992; (1989) 20 R.G.D. 176; (1990) 21 R.G.D. 203-204; (1992) 23 R.G.D. 144-145; (1993) 24 R.G.D. 137-138; (1995) 26 R.G.D. 188-189; (1996) 27 R.G.D. 415-416.

Le seizième et dernier chapitre traite de la taxe sur les produits et services dans lequel on examine entre autres sa nature, son fonctionnement, ses bases d'assujettissement et son administration. Ce chapitre fait même l'objet de son premier index, ce qui démontre l'importance accordée à ce sujet par les auteurs.

Cette 12<sup>e</sup> édition de *Les principes de l'imposition au Canada* contient des tables pour les auteurs, la législation et la jurisprudence cités, ainsi qu'une liste des tableaux et des abréviations utilisées. Les auteurs respectent, depuis les premières éditions, une formule qui est bien adaptée pour ce genre de sujet : il ne semblerait toutefois pas impossible de dépasser le cadre qu'ils ont établi en incluant dans les éditions futures des extraits de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ainsi que quelques textes portant sur l'interprétation de la Loi par le ministère du Revenu national. Par ailleurs, la consultation de cet excellent volume par tout étudiant ou professionnel pratiquant dans ce domaine est maintenant essentielle puisque l'on y retrouve, d'une façon bien structurée et facile à suivre, les concepts, décisions et références primordiales aux principes juridiques de la fiscalité canadienne.

**Charles NEZAN**

**André MOREL, *Code des droits et libertés*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1998, 432 pages, ISBN 2-89400-094-4.**

Ce livre de poche contient principalement des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires canadiens et québécois sur le sujet des droits et libertés de la personne. Mais il comprend aussi un certain nombre de documents américains et internationaux sur le sujet. Ils ont tous été mis à jour au 1<sup>er</sup> août 1998.

Une note préliminaire nous indique les principales modifications apportées aux lois, chartes, règlements, ordonnances et directives du recueil. Une table des matières détaillée suit cette note. La première et principale partie du livre concerne les textes législatifs canadiens. Elle renferme premièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* et certains articles de la *Loi constitu-*

*tionnelle de 1982*. Nous retrouvons ensuite certaines lois fédérales dont la *Déclaration canadienne des droits* ainsi que la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. La *Charte des droits et libertés de la personne* de même que certains règlements s'y rapportant sont insérés à la fin de cette première partie. Toutes les modifications apportées au fil des ans sont indiquées en bas de page et on retrouve en annexe la référence complète à la loi modificatrice.

La seconde partie ne contient que les dispositions substantielles de certains textes internationaux, européens et américains. Des extraits de documents internationaux tels que la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et quelques conventions garantissant des droits fondamentaux y sont reproduits. On y retrouve aussi la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* et la *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*. Le *Bill of Rights* américain est inclus à la fin de cette deuxième partie.

Ce petit recueil est très pratique pour l'étudiant ou l'avocat qui doit se référer à des textes sur les droits de la personne. Sa mise à jour et ses renvois aux différentes modifications législatives rendent son acquisition indispensable.

**Carl BOLDOC**

**Hélène OUMET, Pierre LAPORTE, *Travail plus, le travail et vos droits*, 3<sup>e</sup> édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 426 pages, ISBN 2-89127-443-1.**

*Travail plus, le travail et vos droits* est l'oeuvre de deux professeurs de droit du travail au département des sciences administratives de l'École de gestion de l'UQAM. Cet ouvrage a pour but de familiariser le plus grand nombre de personnes au droit du travail et, plus particulièrement, de leur faire connaître leurs droits dans le milieu du travail.

La troisième édition de l'ouvrage est présentée conjointement à un cours télévisé de treize séances. À titre d'outil pédagogique, l'ouvrage est divisé en treize

chapitres correspondant à chaque cours télévisé. Nous retrouvons deux chapitres portant sur les relations de travail en général. Les autres chapitres traitent de lois du travail particulières, telles la *Loi sur la santé et sécurité au travail*.

Les auteurs ont rédigé cet ouvrage de manière simple afin qu'une personne n'ayant aucune connaissance juridique puisse comprendre les principes du droit du travail ainsi que ses ramifications. Les termes juridiques sont expliqués en langage commun et accessible à tous.

En introduction à chacun des chapitres, nous retrouvons une table des matières présentant les objectifs qui y seront analysés. Celle-ci permet de constater que la matière est disposée en principes généraux que les auteurs subdivisent et précisent au fil de leur interprétation. Malgré la simplicité des explications, les gens qui désirent approfondir leur étude juridique ne sont pas laissés pour compte. M<sup>e</sup> Laporte et M<sup>e</sup> Ouimet ont inséré, tout au long de leur ouvrage, les réfé-

rences aux articles de loi et aux décisions de jurisprudence pertinents. De plus, à la fin de chaque chapitre on y a inséré une bibliographie contenant les ouvrages et articles se rapportant à la leçon. La disposition de chaque chapitre permet au lecteur d'acquérir des connaissances de façon pratique et simple dans un domaine qui le touche personnellement mais qui est si méconnu.

Finalement, c'est dans le but de tester de façon pratique les nouvelles connaissances acquises lors de la leçon que les auteurs ont incorporé, à la fin de chaque chapitre, des exercices pratiques. Puisque l'ouvrage se situe dans le cadre d'un cours télévisé, les auteurs ont joint les réponses aux exercices.

L'ouvrage *Travail plus* est recommandé à toute personne n'ayant aucune connaissance dans ce domaine mais aussi aux étudiants ou même aux juristes désirent rafraîchir leurs connaissances.

**Judith PLOURDE**